

AKTUELL

8E CONGRÈS DU CLAE

Le charme et les défis d'un pays dit cosmopolite

Isabel Spigarelli

Le Comité de liaison des associations issues de l'immigration (Clae) invite au huitième congrès des associations issues et héritières de l'immigration, ces samedi 7 et dimanche 8 décembre. Le but : formuler un catalogue de propositions et de revendications pour assurer la mixité sociale et améliorer les droits des immigré-e-s.

Le huitième congrès des associations issues et héritières de l'immigration, qui aura lieu à Luxexpo au Kirchberg, portera sur l'immigration et l'inscription citoyenne, sur l'accueil citoyen, mais aussi sur la culture comme enjeu de la reconnaissance de l'immigration et de l'altérité au Luxembourg. Les sujets seront discutés dans trois ateliers de travail thématiques. Ainsi, le congrès offrira une plateforme d'échange aux citoyen-ne-s, aux associations et aux politicien-ne-s du Luxembourg. La migration sera mise en lumière sous tous ses aspects.

L'intérêt pour le congrès est grand. Le président du Clae, Sosthène Lembella Menga, constate que les inscriptions ont augmenté par rapport à l'année dernière : plus de 70 structures et de nombreux représentant-e-s des autorités se sont annoncé-e-s pour ce weekend. Le public cible - la classe politique (même l'ADR, parti sceptique envers l'immigration), les syndicats, la société civile et les associations - sera représenté. Un fait favorable, vu que le comité insiste sur un échange intersectoriel et interculturel au niveau national. « Les thèmes abordés au huitième congrès des associations sont des sujets de la société luxembourgeoise », précise Lembella Menga. « Les problèmes de logement en sont un bon exemple : il faut qu'on trouve une solution ensemble. Il faut réinventer une nouvelle politique du logement plus poussée et plus équitable. On en discute depuis des années ! Tout le monde n'est pas propriétaire, une partie de la population est asphyxiée par les charges financières de leur logement. Tous les citoyens veulent habiter dans le pays où ils travaillent et paient leurs impôts. »

En même temps, le comité propose de réfléchir au concept d'identité et de donner un espace plus impor-

tant à la mémoire migratoire dans le patrimoine national, sans hiérarchiser les différentes cultures - par exemple en accentuant l'histoire des immigrations dans l'enseignement, en portant davantage d'attention et de moyens financiers à la conservation des archives et des associations issues de l'immigration ou encore en valorisant les sites mémoriels liés à l'immigration, avec des lieux symboliques de commémoration. À titre d'exemple : le Centre de documentation sur les migrations humaines et la revalorisation du quartier «Petite Italie» à Dudelange. « Il faut respecter le choix de chacun de se souvenir de ses racines », confie Lembella Menga lors d'un entretien avec le woxx. « Ce qui est très important dans un processus d'intégration, de croisement des générations, des cultures et des identités - c'est ce qui fait le charme du Luxembourg, de notre pays réellement cosmopolite. » Au-delà, le Clae plaide entre autres pour l'introduction d'une couverture sociale universelle ainsi que pour un meilleur accès à l'enseignement et au marché du travail. Le comité milite aussi pour une politique d'asile ouverte et solidaire, qui reconnaîtrait le regroupement familial comme un droit inaliénable.

En général, les revendications, les critiques et les propositions du Clae concernent des problèmes persistants, comme l'inscription des citoyen-ne-s demeurant au Luxembourg sur les listes électorales pour les élections législatives, leur accès à des postes dans la fonction publique ou le niveau de maîtrise de la langue luxembourgeoise pour l'obtention de la citoyenneté. Le Luxembourg progresse-t-il donc lentement ? « Le processus démocratique prend toujours son temps », dit Lembella Menga. « Les partis politiques sont ouverts, à l'exception de certains, tout comme la société civile. Le monde associatif effectue un travail considérable. Il y a des avancées, mais cela paraît très insuffisant. »

Ce qui semble aussi « insuffisant » : la représentativité du Conseil national pour étrangers (CNE). Le Clae regrette que l'organe consultatif créé en 2008 soit toujours faiblement visible et qu'il produise peu d'avis. « Pour le Clae, le problème du manque de représentativité du CNE n'est pas lié aux qualités personnelles des membres qui le composent actuellement, mais à la totale insuffisance et non-adaptation à la réalité d'aujourd'hui de la loi de 2008, qui a

besoin d'une réforme urgente », écrit le comité dans un des documents qui serviront de base aux groupes de travail lors du congrès. Le Clae critique surtout le système d'élection des membres du CNE, le corps électoral étant constitué par des associations et non pas par les résident-e-s de nationalité étrangère, « ou du moins ceux inscrits sur les listes électorales communales et européennes. »

Si la représentativité du CNE n'était pas assurée à l'avenir, le CLAE se prononcera pour sa dissolution. La contre-proposition du comité : la création d'un Conseil supérieur de l'accueil et de l'intégration, nommé par le parlement « sur base de propositions venant des forces vives du pays, de candidatures individuelles et composé de personnes ayant l'expérience et les compétences nécessaires (comme la Commission consultative des Droits de l'Homme) ».

Les trois documents regroupant les revendications et les propositions du comité peuvent être consultés en ligne. Les résultats du congrès seront accessibles en ligne également, le tout sur le site web du Clae : www.clae.lu

C'est la huitième fois que le CLAE organise un congrès sur la question migratoire au Luxembourg.

